



Réactions anti-islamiques dans l'UE à la suite des actes terroristes commis à l'encontre des États-Unis

Un recueil des rapports nationaux des points focaux nationaux (PFN) de RAXEN

Second rapport: réactions du 25 septembre au 19 octobre

Vienne, le 20 novembre 2001

NOTE DE SYNTHÈSE

A la suite des tragiques attaques terroristes aux États-Unis le 11 septembre, l'Observatoire a estimé qu'il était urgent de suivre de très près les éventuelles répercussions négatives sur les attitudes racistes et xénophobes ainsi que les événements au sein des sociétés civiles en Europe. Sur base des rapports nationaux élaborés par son réseau RAXEN de points focaux nationaux (PFN), l'Observatoire a produit son premier rapport à court terme sur les réactions anti-islamiques dans tous les pays de l'Union européenne le 9 octobre 2001.

Afin de disposer d'une surveillance régulière et sur le long terme des attitudes/incidents à l'égard des communautés musulmanes/islamiques et d'autres groupes vulnérables, l'Observatoire a décidé d'assurer un suivi au premier rapport et de continuer à surveiller de près la situation à tout le moins jusqu'à la fin de l'an 2001.

Le présent rapport couvre la période du 25 septembre au 19 octobre. Il s'agit d'un recueil de rapports nationaux qui, selon l'Observatoire, portent en particulier sur les questions suivantes:

- actes de violence ou d'agression et changements intervenus dans l'attitude de la population de l'UE à l'égard des minorités ethniques, culturelles ou religieuses (en particulier des communautés musulmanes/islamiques, mais également à l'égard d'autres groupes vulnérables ou de nouveaux types de victimes), en rapport avec les attaques terroristes récentes aux États-Unis;
- des bonnes pratiques et des études de cas positives constituées afin de diminuer les préjugés et la violence;
- réactions des hommes politiques et des autres guides d'opinion, en ce compris les initiatives visant à réduire la polarisation et contrecarrer les tendances nationales négatives;

Des réponses ont été communiquées par 14 États membres. Il convient de considérer que les États membres ont des systèmes différents pour la collecte des données: quelques-uns ont mis en oeuvre une approche plutôt perfectionnée et exhaustive, tandis que d'autres n'en ont aucun.

Sur base de ces rapports, il convient de formuler quelques observations générales:

- **actes de violence/agression:**

dans la plupart des pays, des attaques physiques à l'égard de membres minoritaires l'ont été en nombre relativement réduit, à deux exceptions près (le Danemark et les Pays-Bas).

Des insultes verbales ont cependant été largement signalées dans la plupart des pays, notamment sous les formes suivantes:

- harcèlement verbal,
- agression verbale directe,
- insultes et menaces proférées par téléphone ou par courrier,
- insultes verbales sur l'Internet, etc.

Les cibles étaient principalement des organisations musulmanes et des personnes d'origine arabe, mais également des personnes d'origines ethniques différentes.

- **changement des attitudes de la population de l'UE:**

à cet égard, le tableau est nuancé dans certains pays, les sondages d'opinion révèlent que la plus grande partie de la population n'a pas changé d'opinion à l'égard de l'Islam à la suite des attaques terroristes. Dans d'autres pays, toutefois, des signes indiquent que la situation pourrait se détériorer.

Des messages de soutien aux organisations musulmanes adressés par des citoyens des États membres, des rencontres interculturelles et des débats ainsi que des visites organisées dans des mosquées et des centres culturels islamiques ont également été signalés dans plusieurs pays (Autriche, Finlande, Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas).

De manière générale, il est également possible d'indiquer qu'un intérêt considérable et renouvelé s'est fait jour, notamment à l'égard de la culture islamique. Cela se reflète dans la grande quantité de discours publics, dans les reportages des organes de presse, de l'édition (en particulier du Coran) consacrés aux cultures musulmanes. Ceci ne signifie toutefois pas une augmentation de l'acceptation.

D'autre part, dans tous les pays, une islamophobie latente a mis à profit les circonstances présentes pour émerger, se concrétisant sous la forme des actes d'agression physique et d'insultes verbales. Ces épisodes et d'autres signes (à savoir les résultats des sondages d'opinion aux Pays-Bas) semblent indiquer que le fossé est encore considérable entre les minorités et la population dans son ensemble.

Plusieurs rapports (Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Portugal, Suède) laissent sous-entendre le fait que les musulmans ont l'impression d'être entourés d'un climat de suspicion et de manque de confiance, et qu'ils sont constamment invités avec insistance à manifester leur désapprobation à l'égard du terrorisme. Par suite de l'attention accrue de la part des médias (pas toujours objectifs) et la police, un sentiment général d'insécurité pourrait croître au sein des minorités.

- **bonne pratique pour réduire les préjugés:**

comme aux premiers jours après les attaques terroristes, dans de nombreux États membres, les institutions nationales et les gouvernements ont continué à montrer leur solidarité et leur soutien à l'égard de la communauté islamique afin d'éviter son

identification éventuelle avec le terrorisme, au travers de déclarations, d'allocutions et de rencontres avec les dirigeants islamiques et religieux appartenant à d'autres croyances.

Dans certains États membres, des campagnes en faveur de la tolérance interculturelle et le dialogue ont été lancées et des plateformes pour le dialogue interculturel ont été également instituées (Belgique, Danemark, Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas).

- **réaction des hommes politiques et d'autres guides d'opinion:**

la question de l'attaque et de ses conséquences continue à avoir une très grande influence sur le discours politique dans la plupart des pays de l'UE. La plupart des forces politiques ont maintenu l'attitude de conciliation et de solidarité avec la communauté islamique qui est apparue dès le lendemain du 11 septembre.

Cependant, à mesure que s'estompe le choc des attaques, plusieurs forces politiques ont tenté de tirer parti des événements. En particulier, la question de la sécurité a été étroitement liée à celle de l'immigration dans plusieurs pays où ont été adoptées des restrictions à l'immigration ou des mesures de contrôle renforcées à l'égard des étrangers (Autriche, Danemark, Allemagne, Grèce, Italie, Portugal). Ceci contribue à la création d'une atmosphère d'insécurité et d'intolérance, en particulier dans les cas où les musulmans sont présentés comme une « menace pour la sécurité intérieure ».

L'attitude de certains médias dans un certain nombre de pays (Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal) a également été mise en cause, étant donné que certaines initiatives et le ton de certains rapports ont été accusés de contribuer à la perpétuation de stéréotypes, voire l'accentuation de l'hostilité et des préjugés.

Conclusions générales

L'attitude générale des citoyens de l'UE à l'égard des minorités est ambivalente; il y a des manifestations positives (dialogue interculturel, intérêt renforcé à l'égard de la culture islamique) tout autant que négatives (actes d'islamophobie, quelques tentatives visant à présenter l'immigration comme une menace à l'égard des sociétés de l'UE).

Il est bien évidemment trop tôt pour tirer des conclusions générales mais plusieurs rapports mettent en évidence le fait que les hommes politiques et d'autres guides d'opinion joueront un rôle essentiel dans l'influence de l'orientation future des opinions publiques.